

# L'exploitation du méga-gisement de fer annoncée pour cette année

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5267 - Mercredi 6 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Lutte contre la toxicomanie  
**La méthadone désormais dispensée en Algérie**

L'ancien ministre des Finances Benkhalfa et envoyé spécial de l'UA :

## «La réforme économique se fera loin des anciennes méthodes...»

**Crise du Golfe, tout est bien qui finit bien ?**

Par Mohamed Habili

**Q**ue des pays voisins, où qu'ils soient, se réconcilient après une rupture de toutes leurs relations s'étendant sur des années, tout le monde devrait s'en réjouir, à la limite qu'on soit ou non affecté par cette crise. On ne gagne jamais rien aux différends passagers de peuples que tout rapproche depuis toujours. Entre les Qataris et les autres peuples du Golfe, il y a en effet tant de liens, dont de familiaux, que le divorce qui leur a été imposé depuis 2017, début d'une mise en quarantaine du Qatar dans son environnement immédiat, par l'Arabie saoudite, les Emirats et le Bahreïn, mais également par l'Egypte, pour tant un Etat extérieur au Golfe, ne pouvait pas durer bien longtemps. Il aura néanmoins duré trois années, un temps interminable pour des populations habituées à passer les frontières tracées sur le papier par les Etats, pour se rendre les unes chez les autres. A vrai dire, quarantaine n'est pas le terme approprié, bien qu'il soit d'actualité, pour décrire un acte d'hostilité visant à rien moins qu'à réduire le pouvoir en place dans un pays, en l'occurrence une famille régnante, une dynastie, qu'à forcer celle-ci à se rendre aux raisons de ses tourmenteurs. Le terme qui convient en l'occurrence est celui de blocus. C'est d'ailleurs celui-là même que le Qatar a toujours utilisé pour désigner la situation qui lui a été faite.

Suite en page 3

Lutte contre l'épidémie de Covid-19

# Vaccin : tout est prêt, reste à convaincre les citoyens...



Ph.D. R.

L'Algérie va entamer son opération de vaccination contre le coronavirus dans les prochains jours. Cette phase s'ajoute à bien d'autres déjà entreprises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Des spécialistes ont affirmé que tout est fin prêt pour mener à bien cette opération de vaccination de grande envergure. [Page 2](#)

Ligue des champions d'Afrique/ES Stax-MC Alger cet après-midi au stade Tayeb-Mhiri

## Le «Doyen» pour confirmer et passer

Une grande perte pour la musique universelle

## Décès du compositeur libanais Elias Rahbani

Lutte contre l'épidémie de Covid-19

# Vaccin : tout est prêt, reste à convaincre les citoyens...

■ L'Algérie va entamer son opération de vaccination contre le coronavirus dans les prochains jours. Cette phase s'ajoute à bien d'autres déjà entreprises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Des spécialistes ont affirmé que tout est fin prêt pour mener à bien cette opération de vaccination de grande envergure.

Par Aomar Fekrache

La campagne de vaccination touchera dans un premier temps 500 000 personnes, avant de se poursuivre avec l'acquisition d'autres quotas de vaccin. Financièrement, le problème ne se pose même pas, matériellement et humainement l'on attend que le coup de starter. Toutefois, il reste à savoir com-

Fin d'une crise de plus de trois ans avec le Qatar  
**Les pays du Golfe ont conclu un accord de «solidarité et de stabilité»**

LES SIX pays arabes du Golfe ont conclu un accord de «solidarité et de stabilité» à l'occasion d'un sommet des dirigeants du Golfe à Al-Ula, en Arabie saoudite, destiné à mettre fin à une crise de plus de trois ans avec le Qatar, a déclaré, hier, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane. «Les efforts (du Koweït et des Etats-Unis) nous ont aidés à obtenir un accord sur la déclaration d'Al-Ula, qui sera signée lors de ce sommet, où nous affirmons la solidarité et la stabilité dans le Golfe», a-t-il souligné. «Nous avons aujourd'hui un besoin urgent d'unir nos efforts pour promouvoir notre région et pour faire face aux défis qui interpellent les pays de la région», a-t-il ajouté. Les dirigeants des six Etats du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont ensuite signé deux documents : la déclaration d'Al-Ula, où se déroule le sommet dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, ainsi qu'un communiqué final. Leur contenu n'a pas été immédiatement rendu public. L'espoir d'une réconciliation entre le Qatar et ses voisins a été ravivé la veille, après la réouverture, lundi, par l'Arabie saoudite de ses frontières avec ce pays. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, rejoints par l'Egypte, avaient rompu en juin 2017 toutes relations commerciales et diplomatiques avec le Qatar, et imposé un embargo à ce pays du Golfe, l'accusant, entre autres, de soutenir le terrorisme. Doha a toujours nié toutes les accusations, se disant «victime d'un blocus» et d'une «atteinte à sa souveraineté».

H. Y.

ment la population va réagir à la campagne de vaccination. Jusque-là, rien n'est encore fait pour dissiper les doutes des uns et chasser la méfiance des autres. L'on ne voit toujours pas de campagnes de sensibilisation visant à rassurer et encourager le citoyen quant à la nécessité de se faire vacciner. Mais surtout, on parle peu du vaccin Spoutnik V, qui sera administré à des millions de citoyens. Pourtant, tout va se jouer sur ces détails. Pour qu'une forte adhésion à l'opération de vaccination soit enregistrée, le citoyen lambda doit d'abord être rassuré et convaincu. Dans des pays ayant lancé ces derniers jours l'opération de vaccination contre le Covid-19, des polémiques suivies de méfiance suscitent une réticence parmi la population. En Algérie, on a jusque-là tout mis en place pour une lutte plus efficace contre la pandémie et une réussite de l'organisation de la campagne de vaccination. Il ne reste que l'aspect information qui semble sous-estimé. S'exprimant sur le sujet, le Professeur Rachid Belhadj, directeur des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapha-Pacha, a affirmé que sur «le plan humain et matériel» cette structure dispose de moyens suffisants pour entamer l'opération de vaccination. De son côté, Mohamed Bekkat Berkani, président du Conseil de l'Ordre national des médecins, dans une déclaration à la presse, a appelé à procéder, dans les meilleurs délais à «une campagne d'information et de sensibilisation de la population quant à l'importance de se vacciner». Il n'est d'ailleurs pas le seul à insister sur ce point. Dimanche dernier, lors du Conseil des ministres, le président de la République a souligné «la néces-



P.V.D. R.

sité de poursuivre les préparatifs indispensables pour lancer, janvier courant, la campagne de vaccination contre le Covid-19, suivant une organisation sans faille». Avec le vaccin russe, le problème de stockage, de transport et de distribution ne devrait pas se poser puisque le Spoutnik V «se conserve de la même façon que les autres vaccins que l'Algérie a l'habitude d'utiliser». Le ministère de la Santé avait déjà instruit les directeurs de wilaya de procéder au recensement des chambres froides devant accueillir les doses du vaccin et, à l'heure actuelle, il ne reste qu'à le recevoir et lancer la campagne de vaccination. Bien que le vaccin

ne représente pas toute la solution, il permettra toutefois de prémunir, notamment les personnes vulnérables, contre les formes graves du virus et réduire la transmission de la maladie. Depuis le début de l'année en

cours, l'Etat a décidé d'autoriser le remboursement des tests de dépistage PCR, les tests antigénique et par scanner. Ce qui devrait permettre de mieux lutter contre l'épidémie en attendant un retour à la normale. A. F.

## Bilan des dernières 24 heures Virus : 5 décès et 228 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre qu'hier (5), portant à 2 782 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 228 cas, soit 9 cas de moins par rapport au bilan d'hier (237), pour atteindre, au total, 100 873 cas confirmés.

R. N.

## Lancement d'une campagne nationale de don du sang Sous le sceau de «Je donne mon sang... je sauve une vie»

Une campagne nationale de don du sang, devant s'étaler tout au long de l'année, a été lancée, hier depuis Alger, dans le but d'approvisionner les hôpitaux et établissements de santé en cette substance vitale. Organisée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (Capc), en coopération avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA), cette initiative, dont le lancement a été supervisé par le ministre du Commerce, Kamel Rezig, est placée sous le slogan «Je donne mon sang... je sauve une vie». L'objectif est d'approvisionner les hôpitaux et établissements de santé en cette substance vitale, notamment en cette conjoncture sanitaire marquée par la propagation du coronavirus. Pour les organisateurs, cette campagne intervient «en soutien à l'Agence nationale du sang (ANS) et pour assurer une meilleure prise en charge sanitaire des citoyens, notamment ceux qui sont hospitalisés pour une intervention chirurgicale et ont grandement besoin de cette

matière vitale». A cette occasion, le ministre du Commerce a affirmé que le don du sang «est une action solidaire et humanitaire par excellence» qui traduit les plus belles formes de cohésion entre les composantes du peuple algérien, de l'homme d'affaires au simple citoyen, soulignant que cette initiative «est la plus belle et la plus grande chose qu'une personne fasse en solidarité avec ses frères, notamment en cette circonstance sanitaire». A ce propos, M. Rezig a rappelé que son ministère a mobilisé, au cours de l'année 2020, en coordination avec les commerçants et les industriels, plus de 14 tonnes de différents produits, affirmant que «la solidarité ne s'exprime pas uniquement en denrées alimentaires, mais également en la chose la plus précieuse que possède l'homme». Les personnels du secteur à travers l'ensemble du territoire national sont mobilisés pour la réussite de cette caravane, a indiqué le ministre. Pour sa part, le président du Capc, Mohamed Sami Agli, a rappelé que l'année 2020 était

difficile pour les citoyens algériens qui ont tiré des leçons de solidarité. Il a également fait état de 5 millions de bavettes distribuées au niveau national. Le lancement de la campagne de don du sang a pour objectif de semer l'espoir, faisant de 2021 une année de solidarité et de relance de l'économie nationale, a mis en avant le responsable du Capc, affirmant que «l'organisation œuvre à la réussite de cette opération». Pour sa part, le président du comité de wilaya du CRA, Mahfoud Belhout, a mis en exergue les campagnes de don du sang menées par son association l'année dernière en faveur des familles et patients. De son côté, le commandant général des Scouts musulmans (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a appelé tous les secteurs à la coordination et la coopération pour minimiser les répercussions de la pandémie en adhérant à la campagne nationale de don du sang et en prêtant main-forte aux malades qui ont besoin de cette matière vitale.

M. Y.

L'ancien ministre des Finances Benkhalfa et envoyé spécial de l'UA :

# «La réforme économique se fera loin des anciennes méthodes...»

■ *Soulignant la nécessité d'adopter de nouvelles approches et méthodes pour parvenir à concrétiser une réforme économique forte, l'envoyé spécial de l'Union africaine (UA) a assuré que «la réforme se fera loin des anciennes méthodes administratives, tout en préservant les acquis sociaux».*

Par Thinhinene Khouchi

**S'**exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, l'ancien ministre des Finances et envoyé spécial de l'Union africaine, Abderrahmane Benkhalfa, a salué les décisions et instructions prises avant-hier par le président de la République afin de prendre les mesures nécessaires pour soutenir un lancement économique «fort». Il a déclaré que «les décisions du président de la République s'inscrivent dans une vision intégrée et homogène et non circonstancielle, et la gestion économique reste l'épine dorsale de l'ingénierie économique». L'expert en finances a estimé que «l'économie ne se redresse pas grâce aux anciennes méthodes, aux perspectives administratives et aux décisions saisonnières et circonstancielles, mais plutôt grâce à l'ingénierie et à des perspectives à moyen et long terme». L'invité de la Chaîne 1 a ajouté que «l'année 2020 a été une année politique et institutionnelle, tandis que 2021 sera une année économique et financière par excellence», s'attendant à ce que les prix du pétrole se stabilisent au-dessus du niveau de 50 dollars le baril. Dans ce contexte, Benkhalfa a estimé que la priorité est désormais pour l'économie de revenir aux valeurs économiques et à une nouvelle ingénierie et gouvernance, tandis que les secteurs à caractère social restent parmi les priorités, soulignant que la loi de finances 2021 vise à préserver le pouvoir d'achat du citoyen. A ce propos, l'intervenant a averti que «la marge de manœuvre de la loi de finances 2021 est étroite pour rat-



Abderrahmane Benkhalfa

traper son retard au regard du déficit budgétaire de deux mille milliards de dinars». D'autre part, concernant les réformes majeures, l'envoyé spécial de l'Union africaine a attribué le dossier bloqué des réformes majeures à leur complexité technique et au danger politique et social qui peut en résulter comme il l'a décrit, soulignant que le processus nécessite une alliance nationale. Il a indiqué que l'administration n'est pas un mécanisme économique et que son rôle se limite à la surveillance et au contrôle uniquement. Il a souligné que les règles du jeu dans le domaine de l'investissement, de la fabrication, de l'installation et de la fiscalité, doivent être prouvées, estimant, à cet égard, que la réforme du système économique consiste à ces-

ser «la duplication» dans le marché et le taux de change et à parvenir à l'intégration économique interne en mettant fin à l'économie parallèle. Il a fait remarquer que son engagement ne se fera pas par la dissuasion mais par la stimulation, avec un ensemble de mesures à moyen et long terme. D'autre part, l'ancien ministre des Finances a expliqué que le gouvernement travaille sur trois fronts, à savoir le front pour faire face à l'épidémie de coronavirus, le front du décollage économique et le front des réformes majeures qui abordent les problèmes économiques de manière structurelle. Il a estimé que la stratégie de l'Algérie pour faire face à l'épidémie et accompagner l'économie était «coordonnée» et «bonne», et que toutes les mesures économiques

étaient «efficaces», même si l'interaction des institutions n'était pas au niveau, en termes d'application et non en termes de contenu. Enfin, sur le plan financier, l'intervenant a confié sur les ondes de la Radio nationale que «le financement du budget représente un dilemme. Il faut revenir à un schéma de financement non conventionnel en mobilisant des ressources internes autres que les canaux bancaires, en plus de recourir à des ressources extérieures en faisant intervenir des investissements directs étrangers». Selon lui, «l'Algérie est également confrontée, dans les circonstances actuelles, à une concurrence féroce dans la zone arabe libre, la région africaine et même dans les domaines du pétrole et du gaz», a-t-il conclu.

T. K.

Après des décennies d'attente à Gara Djebilet

## L'exploitation du méga-gisement de fer annoncée pour cette année

**A**près des décennies d'attente, l'Algérie met le cap sur l'exploitation des ressources minérales dont regorge son sous-sol. Ce patrimoine minier suscite, aujourd'hui, de grands espoirs. Le feu vert est donné pour l'entame de son exploitation à grande échelle.

Lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a mis en avant l'importance de certains projets phares de son secteur dans l'optique effective de la relance économique. Il est revenu, hier, sur les deux méga-gisements de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, qui recèlent quelque 3,5 milliards de tonnes de réserve, d'une teneur de 56 % et pouvant produire 12 millions de

tonnes par an dont une partie sera exportée et une autre utilisée par les aciéries nationales.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3, le ministre des Mines a révélé que le partenaire étranger d'«un pays ami», chargé de l'exploitation de ces gisements, a déjà été retenu et qu'il s'agit, désormais, de lancer la production «le plus vite possible». Arkab a précisé que ce dernier devrait générer plus de 3 000 emplois, dont un millier pour lancer sa première phase d'exploitation. Parmi les autres projets miniers, ce dernier cite, par ailleurs, les importants gisements de phosphate situés dans les wilayas d'Annaba, Souk-Ahras et Tébessa, en phase de redimensionnement, aux fins d'optimiser leur rendement. Il a

expliqué qu'ils recèlent quelque 2 milliards de tonnes de réserves et qu'ils vont «très prochainement entrer en exploitation», après que le choix définitif sera fait parmi les 12 partenaires étrangers potentiels qui ont fait part de leur intérêt à les exploiter. Pour prévenir la survenue de possibles conflits juridiques concernant la gestion de ces gisements, dont une partie de la production sera traitée localement, il a signalé que de solides équipes d'experts nationaux ont, d'ores et déjà, été retenues. Sur les 20 000 sites miniers répartis à travers le territoire, et dont une large partie abrite des produits non ferreux et des métaux rares, inexploités à ce jour, Mohamed Arkab cite la mine de plomb et de zinc d'Oued Amizour, dont il a

signalé qu'elle fait actuellement l'objet de travaux pour hâter son entrée en production. Aussi, le ministre a fait état de l'existence d'une quarantaine de gisements de marbre et de granit «parmi les meilleures qualités dans le monde», mais peu ou pas exploités, dont l'Algérie importe, curieusement, environ 500 000 tonnes pour un montant estimé à 200 000 millions de dollars. D'autres projets sont à concrétiser dans le courant de 2021, a annoncé le ministre des Mines. Ces projets visent à mettre en exploitation des gisements de produits non ferreux, à l'exemple du carbonate de calcium, du manganèse, de la barite et de la bentonite. Mieux encore, une vaste opération de recherche minière à travers l'ensemble du

## LA QUESTION DU JOUR

### Crise du Golfe, tout est bien qui finit bien ?

Suite de la page une

**U**n dispositif mis en place pour empêcher le pays en faisant l'objet de commercer avec le reste du monde, et notamment à se procurer les choses essentielles à la vie de ses habitants. La réconciliation entérinée hier lors d'un sommet du Conseil de la Coopération du Golfe en Arabie saoudite, mais annoncée depuis déjà quelque temps par le pays médiateur le Koweït, est la conséquence obligée de trois années d'un blocus dont les seuls effets néfastes auront été purement humains. Les Qataris pendant tout ce temps ont été interdits de visites chez leurs parents et de pèlerinage à La Mecque. Voilà tout le dommage qui aura été causé à la famille régnante. On comprend qu'avec un tel bilan, il fallait se rendre à la raison, lever le blocus, renouer avec le membre de la famille sorti du rang. Le seul membre du blocus qui aurait voulu ne pas enterrer la hache de guerre, c'était l'Egypte, qui n'appartient pas à la famille. Bien qu'elle n'ait pas été présente hier au sommet de la réconciliation, on sait qu'elle ne se refuse pas au projet, qu'elle s'est au contraire résolue à faire bon cœur contre mauvaise fortune. Le fait en effet est que le Qatar n'a satisfait aucune des 13 conditions qui lui avaient été posées pour que le blocus à son encontre soit levé. Il réintègre la famille sans lui avoir cédé en rien. Ce qui ne devrait pas étonner du moment que le blocus n'a pas fonctionné, en partie d'ailleurs grâce à l'appui de la Turquie et de l'Iran, deux pays peu en odeur de sainteté auprès du Conseil de Coopération. Si le Qatar avant ce sommet avait fait savoir qu'il rompait ses relations avec ces deux-là, la réconciliation avec ses voisins arabes immédiats n'aurait posé aucun problème d'interprétation. C'est justement parce qu'il n'a rien fait de tel que la question se pose de savoir s'il n'y a pas anguille sous roche. S'il n'y a pas accord tacite parce qu'inévitable. Et si le geste attendu du Qatar n'était pas un préalable à sa réintégration, mais une conséquence obligée de celle-ci !

M. H.

territoire a été lancée, en s'aidant pour cela de moyens géophysiques et de télédétection aéroportés, a ajouté le ministre. Parmi les produits miniers ciblés et déjà recensés, l'invité fait notamment part de ceux de l'or, du tantale, du silicium, du lithium, du cuivre, du soufre, des poli-métaux et autres pierres précieuses.

Louisa Ait Ramdane

## Etat de la gestion des déchets en 2020 Elaboration prochaine du 1<sup>er</sup> rapport national

L'AGENCE nationale des déchets (AND) va élaborer prochainement son premier rapport national sur l'état de la gestion des déchets pour l'exercice 2020 qui sera «une référence» en matière d'informations et de données dans ce domaine, a annoncé, hier à l'APS, le DG de l'AND, Karim Ouamane.

«L'élaboration d'un rapport national de l'état de la gestion des déchets va permettre à tous les acteurs d'avoir une vision claire sur l'état de la gestion des déchets durant l'exercice 2020 et leur procurera ainsi tous les indicateurs et les informations nécessaires pour prévoir une bonne gestion des déchets dans le futur», a expliqué M. Ouamane.

Tout en relevant que c'est la première fois que les experts de l'AND élaborent un tel rapport, il a souligné que ce document permettra également aux autorités publiques de planifier au mieux la gestion des déchets dans le futur et ce, grâce aux données et aux innombrables informations contenues dans ce rapport.

«Ces données et informations vont démontrer ce qui se passe réellement sur le terrain en matière de gestion, de recyclage et de récupération de toutes sortes de déchets (dangereux, ménagers, solides etc.)», a-t-il encore expliqué.

Il a ajouté qu'après la validation de ce rapport par le ministre de l'Environnement, il sera largement diffusé (en version numérique) afin de permettre à tous les acteurs de le consulter pour bénéficier de ses riches données.

## Accompagnement d'une cinquantaine de start-up en 2020

Une cinquantaine de start-up ont bénéficié, en 2020, de l'accompagnement dans le domaine technique encadré par les experts de l'AND et ce, afin qu'ils puissent réaliser leurs projets, notamment dans le domaine du recyclage et de la récupération des déchets, a indiqué M. Ouamane.

«En plus de l'accompagnement technique, l'AND organise au profit des jeunes start-up et porteurs de projets innovants des conférences en ligne afin qu'ils disposent de bonnes notions et informations dans le domaine de la gestion des déchets», a ajouté le responsable.

Tout en rappelant que le ministère de l'Environnement avait mis en place une cellule pour l'accompagnement de ces projets, il a assuré que les portes de l'AND sont «grandes ouvertes devant tout porteur de projet innovant ou universitaire désireux d'activer dans le domaine de la gestion des déchets».

K. L.

## E-commerce

# Une start-up lance une application permettant à la diaspora algérienne de payer des achats à des proches en Algérie

■ Une application offrant aux Algériens résidant à l'étranger la possibilité de payer en devises des produits achetés à distance d'Algérie et de les livrer aux domiciles de leurs proches dans les différentes wilayas du pays, a été lancée par la start-up «Temtem», a indiqué, lundi, le ministre délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up dans un communiqué.

Par Hamid B.

Cette application multi-services, baptisée «Temtem One», permet à la diaspora algérienne de «payer ses commandes avec une carte VISA, MasterCard ou American express et saisir l'adresse et le numéro de téléphone des proches en Algérie pour que «Temtem One» prenne en charge de les livrer dans les 2 heures en mode express ou entre 1 à 5 jours en fonction de la région de leur résidence», explique la même source.

Pour Alger, par exemple, les habitants sont «livrés dans les 24 heures», selon la même source qui précise que «Temtem One» livre déjà dans 21 des 48 wilayas du pays.

Cette application a été lancée dans le contexte de la pandémie de Covid-19 qui a grandement limité les déplacements en Algérie et ailleurs, souligne le ministre, relevant que la diaspora ne peut plus retrouver ses proches depuis presque une année à cause de la pandémie.

Des proches qui peuvent, selon le communiqué, éprouver des difficultés économiques compte tenu de la situation actuelle. Ainsi, avec Temtem One, «il n'a jamais été aussi simple pour les Algériens de

l'étranger, souhaitant naturellement aider leur proches, de la faire», se réjouit le ministre.

## Une application qui génère des rentrées en devises

«Les paiements effectués en devises sont envoyés vers les comptes de Temtem en dinars, contribuant à la réserve de change du pays», explique le ministre, soulignant que Temtem s'est assurée, après de nombreuses concertations et conseils, notamment d'une banque internationale, que l'offre et le processus respectent la réglementation algérienne en vigueur.

Le ministre a, dans ce cadre, rappelé que les flux financiers de la diaspora algérienne vers son pays d'origine ont totalisé à peine 2 milliards de dollars en 2018.

A ce titre, Salim Bouazouzi, le responsable du service Temtem One, cité dans le communiqué a déclaré : «Nous concevons des produits et services qui répondent aux besoins locaux avec un objectif, celui d'améliorer la vie des gens. Ils accèdent aux services qui comptent pour eux plus facilement et même à des services innovants qui n'existent pas ailleurs comme Temtem Diaspora». L'application de



PH/D. R.

Temtem offre, en outre, aux commerçants et aux marques l'opportunité de prendre le pas du e-commerce, ajoute le communiqué, estimant que tout distributeur ou autre activité commerciale peut mettre en avant ses produits via l'application accompagnée d'un service de livraison.

Ainsi, selon le ministre, Temtem One «participe significativement à l'accélération digitale en cours en Algérie».

Le ministre délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine Oualid, a déclaré après la pré-

sentation de cette nouvelle application : «Je félicite la start-up Temtem pour cette excellente initiative. C'est la première fois qu'une entreprise algérienne propose un tel service à notre diaspora et qui permettra en même temps de générer des rentrées en devises pour l'Algérie». Et d'ajouter : «Cela prouve aujourd'hui que l'Algérie pourra compter sur l'ingéniosité de ses start-up pour diversifier son économie et être également un vecteur de l'inclusion financière».

H. B.

## Polyclinique à Semaoune / Béjaïa

# Des citoyens et le personnel font cause commune

Plusieurs citoyens de la localité de Semaoune ont pris d'assaut, hier matin, le siège de l'APC. Les protestataires voulaient exprimer leur solidarité et soutenir le personnel de la polyclinique de la commune qui est en grève afin de réclamer l'amélioration de leurs conditions de travail et les prestations médicales de cet EPSP. L'EPSP de la localité souffre d'un flagrant manque sur tous les plans. L'établissement se dégrade de plus en plus, au point où les conditions de travail sont devenues difficiles. Le personnel de la polyclinique de Semaoune est en grève illimitée afin d'exprimer sa colère par rapport à plusieurs insuffisances desquelles souffre,

depuis plusieurs années, l'établissement. Cette action de protestation est justifiée par «les mauvaises conditions de travail du personnel au sein de l'établissement sanitaire dont la situation est en dégradation continue», selon le personnel. Une lettre a été adressée au premier responsable du secteur de la Santé de wilaya ou l'on a évoqué la dégradation de la situation de l'EPSP. Les grévistes revendiquent «la dotation de cet établissement d'une ambulance, la réparation de l'infrastructure par des travaux d'étanchéité, d'électricité, installation de chauffage, affectation d'agents de sécurité et renforcement en moyens matériels afin de mener à bien leurs fonctions. Il est utile

de noter que la route nationale N° 43 reliant Béjaïa à Jijel a été coupée encore hier, pour la cinquième journée consécutive, à hauteur du lieu-dit Tikssert, municipalité de Melbou. Cette action de protestation est menée par des demandeurs de logements sociaux qui contestent la liste des bénéficiaires des 75 logements sociaux publiée la semaine dernière. Les protestataires réclament son annulation, la révision des noms et une enquête à ce propos. La fermeture de cet axe routier a provoqué d'énormes désagréments aux usagers qui continuent de souffrir en silence de cette récurrente situation.

H. Cherfa

## Education

# Plateforme de paiement électronique des frais d'inscription aux examens

Le ministère de l'Education nationale a informé, hier dans un communiqué, les parents d'élèves et les candidats libres concernés par les examens nationaux session 2021, qu'ils sont en mesure de régler les frais d'inscription de ces examens via la plateforme électro-

nique conçue à cet effet.

Le ministère a fait savoir que le paiement des frais d'inscription à ces examens s'effectue grâce à la carte «Eddahabia» via la plateforme de paiement électronique conçue à cet effet et ce à travers le lien : <https://epay.education.gov.dz>.

Ce service est raccordé à la plateforme numérique d'Algérie Poste, a souligné la même source, ajoutant que l'accès à cette plateforme s'effectue grâce à un nom d'utilisateur et un mot de passe écrits sur le formulaire d'inscription délivré par les directeurs des établissements de

l'éducation pour les élèves scolarisés et accessible sur les deux sites d'inscription à ces examens en ce qui concerne les candidats libres. Pour rappel, les inscriptions aux examens nationaux ont débuté le 3 janvier et se poursuivront jusqu'au 28 janvier en cours.

Yanis F.

Pétrole

# Le Brent à 51,42 dollars

■ Les prix du pétrole s'appréciaient hier en début de séance européenne, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars gagnait 0,65 % à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 51,42 dollars.

Par Salem K.

Le baril américain de WTI pour le mois de février grimpeait de son côté de 0,80 % à 48,00 dollars. A l'entame de leur première séance de l'année lundi, les deux contrats de référence du brut ont touché des plus hauts depuis respectivement le 3 mars et le 26 février derniers, à 53,33 dollars et 49,83 dollars, avant de battre en retraite en début de séance américaine. Les investisseurs et observa-



PHOTO: R.

teurs de marché restaient suspendus hier à la décision de l'organisation de producteurs, composé des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés via l'accord Opep+. Ces derniers ont entamé lundi

leur premier sommet ministériel de 2021 afin de définir le niveau de production du mois prochain, dont les travaux se poursuivront cet après-midi pour parvenir à une décision en fin de journée. L'alliance examine une approche prudente qui

passé par le maintien en l'état des coupes actuelles et/ou la possibilité de réinjecter jusqu'à 500 000 barils quotidiens sur le marché le mois prochain, à l'image de ce qui avait été décidé en décembre pour janvier.

S. K.

## Crise L'économie angolaise chute de 6,5 % en 2020

L'ÉCONOMIE angolaise s'est contractée de 6,5 % en 2020, en raison particulièrement de la pandémie de Covid-19, a indiqué, lundi, la firme de consulting «IHS Markit». L'Angola a enregistré une contraction de 6,5 % de son PIB l'année dernière, alors que sa monnaie nationale, le kwanza, a continué à se déprécier, soulignent des analystes de la firme. Pour la cinquième année consécutive, ce pays d'Afrique australe a connu une croissance économique négative, alors que le gouvernement s'attend à une croissance économique nulle ou proche du zéro cette année. La semaine dernière, la firme de consulting «Fitch Solutions» avait indiqué que l'économie angolaise devrait connaître une croissance de 1,7 % en 2021. «Une légère augmentation de la production et des exportations de pétrole permettra à l'économie de sortir de la récession en 2021», souligne la même source dans une analyse de l'économie angolaise. La directrice de l'Institut national des statistiques (INE), Channey Rosa John, avait auparavant révélé que le produit intérieur brut de l'Angola a enregistré une baisse de 8,8 % au deuxième trimestre de 2020. Le pays vient de bénéficier de la semaine dernière d'un don de 20 millions d'euros de l'Union européenne pour faire face à la crise socio-économique provoquée par la pandémie de Covid-19. Ce financement, qui devra couvrir les actions du Programme de reconversion de l'économie informelle, sera exécuté sous forme d'«appui budgétaire» avec inscription au Budget général de l'Etat (OGE) et transféré au Trésor national, une action pionnière dans la coopération de l'UE avec la République d'Angola.

K. H.

Domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

## Djaâboub examine avec l'ambassadeur syrien les opportunités de coopération

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Hachemi Djaâboub, a passé en revue, lundi, avec l'ambassadeur syrien en Algérie, Namir Al-Ghanim, les opportunités de coopération et de partenariat entre les deux pays dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, indique un communiqué du ministère. Lors de cette audience tenue au siège du ministère, «les deux parties ont évoqué les relations d'amitié historique liant l'Algérie et la Syrie». A cette occasion, les deux parties ont

également examiné «des questions d'intérêt commun, notamment les opportunités de coopération et de partenariat entre les deux pays dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale». Le ministre a exprimé «la volonté de son département ministériel d'examiner les voies et mécanismes de relance et de renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Syrie dans les domaines liés aux activités du secteur». De son côté, l'ambassadeur syrien s'est félicité des «propositions présentées

par le ministre», soulignant sa volonté de «mettre en place des cadres pour développer les relations de coopération bilatérale et rapprocher la concertation, notamment à travers l'échange d'expériences et d'expertises». Les deux parties ont convenues d'«œuvrer de concert pour unifier les vues et travailler à l'avenir pour ériger le niveau de coopération bilatérale en fonction des aspirations des deux pays frères et insuffler une nouvelle dynamique afin de diversifier les domaines de partenariat».

H. Y.

Changes

## Le dollar repart en baisse face aux autres monnaies

Le dollar s'approchait à nouveau hier de son plus bas en deux ans et demi face à un panier d'autres monnaies, les cambistes se focalisant sur les élections en Géorgie qui décideront de la majorité au Sénat américain. Hier matin, dollar cédait 0,24 % face à l'euro, à 1,2278 euro pour un dollar. Les électeurs de Géorgie (Sud des Etats-Unis) voteront aujourd'hui lors d'une double élection sénatoriale. Le scrutin s'annonce serré. Si les deux candidats démocrates, Jon Ossoff et Raphael Warnock, battent les sénateurs républicains sortants, David Perdue et Kelly Loeffler, le Sénat passera sous le contrôle des démocrates. A son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier, Joe Biden pourra alors compter sur un Congrès entièrement démocrate et appliquer son programme. En revanche, «sans une majorité au Sénat, Joe Biden aura les mains liées en terme de politique budgétaire», a commenté Esther Reichelt, analyste. Cela laisserait à la Réserve fédérale américaine (Fed) la tâche de soutenir l'économie américaine face à la crise du Covid-19. Les mesures d'assouplissement monétaire présent sur le dollar. La livre britannique s'inscrivait également en baisse (-0,14 % face à l'euro, à 90,38 pence pour un euro). Au Royaume-Uni,

l'un des pays d'Europe les plus affectés par la pandémie, a démarré hier un nouveau confinement de l'Angleterre et de l'Ecosse. Alors que les perspectives économiques britanniques s'assombrissent, «la pression monte pour la Banque d'Angleterre (BoE), qui pourrait annoncer de nouvelles mesures de soutien de l'économie dès février», a commenté Lee Hardman, analyste.

### Chine : la reprise économique renforce le yuan face au dollar

La monnaie chinoise s'affichait hier à son plus haut niveau depuis plus de deux ans face au dollar, portée par les perspectives de croissance en Chine, alors que l'économie mondiale reste plombée par l'épidémie. Elle cotait hier à l'heure de Pékin 6,4381 pour un dollar, en hausse de 0,34 % par rapport à la veille. Il s'agit de son niveau le plus haut depuis juin 2018, juste avant le début des hostilités commerciales lancées par les Etats-Unis contre la Chine. «L'appréciation du yuan reflète la résilience de l'économie chinoise face à la pandémie [de Covid-19] mais aussi face au conflit commercial avec les Etats-Unis», a souligné l'analyste Rajiv Biswas, du

cabinet IHS Markit. La hausse de la monnaie chinoise est aussi à mettre sur le compte de la dépréciation généralisée du dollar face à d'autres devises comme l'euro et le yen, selon M. Biswas. Premier pays touché par le nouveau coronavirus fin 2019, la Chine est aussi le premier à avoir redémarré son activité, grâce à de stricts contrôles des déplacements, au port du masque généralisé, aux mesures de confinement et aux applications de traçage pour téléphone portable. Résultat, le géant asiatique «restera foncièrement cette année la locomotive de la reprise mondiale», au moment où les principales grandes économies, dont les Etats-Unis, restent pénalisées par le virus, assure l'analyste Ken Cheung, de la banque Mizuho. La Chine, qui a largement jugulé l'épidémie sur son sol, devrait ainsi être l'un des rares pays à annoncer mi-janvier une croissance positive en 2020. Et le marché est «convaincu» qu'elle restera «exceptionnelle» en ce début 2021, selon M. Cheung. L'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis a atteint des records en novembre (+52 % sur un an), avec une forte demande d'équipements médicaux made in China, notamment des masques, en pleine épidémie.

M. B.

## Intempéries

# Mobilisation de tous les moyens pour la réouverture des routes coupées

■ Le ministère des Travaux publics a indiqué, lundi dans un communiqué, avoir mobilisé tous les moyens humains et matériels pour la réouverture des routes coupées à cause des intempéries qui ont touché plusieurs wilayas du pays entre le 31 décembre et le 3 janvier.

Par Hamid H.

Le secteur des Travaux publics a mobilisé, durant cette période, plus de 1 200 agents et cadres et 400 équipements et engins dans le cadre des interventions effectuées au niveau des routes et autoroutes des régions touchées par de fortes chutes de neige et des pluies torrentielles, a précisé la même source. Dans ce cadre, plus de 500 tonnes de sel ont été utili-

sées pour déneiger les routes, faciliter la circulation des véhicules, traiter les glissements de terrain et éliminer les eaux stagnantes, a ajouté le communiqué.

Les interventions ont concerné 26 wilayas, à savoir Chlef, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Blida, Bouïra, Tébessa, Tlemcen, Aïn Defla, Aïn Témouchent, Mascara, Tiaret, Naâma, Djelfa, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Skikda, Sidi Bel Abbès, Médéa, Mostaganem, Bordj, Bou Areridj, Boumerdès, Tissemsilt et Souk Ahras, selon la même source.

H. H.



Béjaïa

## Ain Témouchent Un réseau de trafic de drogue mis hors d'état de nuire

LA BRIGADE de lutte contre le trafic de drogue de la police judiciaire de Ain Témouchent a mis hors d'état de nuire un réseau criminel de trafiquants et saisi 110 grammes de cocaïne, 1,62 kg de kif traité et 1 546 comprimés psychotropes, a-t-on appris, lundi, de la sûreté de wilaya. L'opération a été menée sur la base d'informations confirmées faisant état de l'exploitation par deux individus de leurs domiciles situés dans un quartier à Ain Témouchent pour stocker la drogue, selon la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les enquêtes diligentées par la brigade de lutte contre le trafic de drogue ont révélé que le domicile d'un troisième mis en cause était utilisé pour le stockage, de même que les deux premiers logements situés dans un même immeuble, a-t-on indiqué.

R. S.

## Reprise progressive des activités des trains de voyageurs

Le transport des voyageurs par train, suspendu depuis neuf mois pour cause de Covid-19, a repris son activité ce lundi, avec l'entrée en service, en début de matinée, d'un train rapide de type «Coradia», joignant Béjaïa à Alger, et une desserte de routine reliant Beni Mansour à Béjaïa, selon la cheffe de gare de Béjaïa, B. Rachedi. Les deux trains vont effectuer une navette en aller-retour, inaugurant ainsi un

retour progressif de l'activité ferroviaire voyageurs, habituellement de quatre navettes régionales et deux d'ordre national, notamment une double liaison avec Alger en train rapide.

A son départ vers la gare «Agha» d'Alger, le Coradia a compté une cinquantaine de voyageurs à son abord, qui y ont pris place dans un cadre sanitaire très strict, marqué par l'obligation du port du masque de protec-

tion, le respect de la distanciation sociale (un voyageur par siège) et l'offre abondante de gel, a précisé la même source.

Visiblement, la reprise de cette ligne a ravi plus d'un, d'abord à cause des commodités qu'elle offre mais à cause de la lassitude ressentie par ses habitués, fatigués de recourir aux taxis clandestins qui en ont profité pour appliquer des tarifs insupportables.

Maya H.

## Financement des PME

### La BEA signe un accord de partenariat avec la CGCI

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Caisse de garantie des crédits d'investissement (Cgci) ont conclu une convention de partenariat portant sur le renforcement et l'appui du dispositif de financement des PME, a indiqué un communiqué de la banque. «Cette convention a pour objet de préciser les modalités pratiques d'octroi et de mise en jeu de la garantie de la Caisse au titre des crédits d'investissements

consentis aux PME productrices de biens et de services, a expliqué cette banque publique.

Le P-DG de la BEA, cité dans le communiqué, a mis en avant le rôle de la PME dans la relance économique du pays, soulignant son importance en tant que secteur créateur de richesses et pourvoyeur d'emplois. Par ailleurs, il a tenu à assurer la détermination de son établissement de continuer à offrir

ses services en dépit de cette conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie de coronavirus. La Cgci-PME est un organisme de garantie qui a pour vocation de couvrir les risques de défaillance de remboursement des crédits d'investissement consentis aux PME dont la finalité porte sur la création, l'extension d'activité, le renouvellement et/ou la rénovation des équipements.

B. K.

## El-Menea

### Lancement du projet de siège de l'Odas

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a procédé, lundi, dans la wilaya déléguée d'El-Menea, au lancement des travaux de réalisation d'un siège central pour l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas).

Créé par décret exécutif n° 20-265 du 22 septembre 2020 et publié au Journal officiel N° 57, cet établissement a pour mission d'assurer la promotion des investissements agricoles et agro-industriels par la mise en valeur des terres sahariennes, la gestion rationnelle du portefeuille foncier qui lui est confié par l'Etat, de procéder au sein de ce portefeuille à la délimitation des périmètres susceptibles d'accueillir les grands projets d'investissements agricoles et agro-industriels et de réaliser des études techniques approfondies à travers les bureaux d'études spécialisés. L'Odas, dont les prérogatives s'étendent sur l'ensemble des wilayas

sahariennes, a également pour objectif d'accompagner les porteurs de projets dans l'obtention des avantages prévus par la législation en matière d'investissement, sur la base de critères de sélection fixés à cet effet ainsi que dans toutes actions en rapport avec la réalisation et le fonctionnement du projet, selon la présentation du projet. Il est appelé aussi à assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets d'investissement, à veiller au respect du cahier des charges et à lutter contre la bureaucratie. S'exprimant en marge du lancement du projet, M. Hemdani a exhorté les autorités locales à accélérer le rythme de réalisation de cette structure et de veiller au respect des normes de construction. Le ministre de l'Agriculture et la délégation qui l'accompagnait ont visité, en outre, la première ferme-pilote de l'agriculture saharienne «sous pivot» d'El-Menea.

D'une superficie de près de 1 800 hectares, la ferme-pilote, lancée en 1988 par

un céréaliculteur et spécialisée, en plus de la céréaliculture et les maraichages, dans la production de «semences», est devenue une ferme «école» et un exemple pour l'investissement dans les cultures stratégiques (céréales, pomme de terre, lait et dérivés, etc). Abelhamid Hemdani a soutenu, dans ce contexte, que l'Etat accompagne les investisseurs dans différents domaines, technique et équipement, la mobilisation des ressources hydriques et énergétique.

Le ministre a indiqué, par ailleurs, que son département allait entamer une révision des différents dispositifs de soutien à l'agriculture et les mettre à niveau, en conformité avec la réalité actuelle.

Il a aussi relevé qu'une station régionale de l'Institut national des grandes cultures sera réalisée pour améliorer le rendement et la productivité et, par là même, accroître la production des cultures stratégiques, avant de valoriser les potentialités de la région et d'appeler à redoubler d'ef-

forts pour augmenter la production agricole, particulièrement les produits stratégiques tels que les céréales et le lait afin de réduire la dépendance de l'étranger et atteindre l'autosuffisance, voire aller vers l'exportation. La délégation a pu se rendre compte sur site de la qualité de l'expérience pionnière de la céréaliculture à El-Menea, spécialement en matière de production de la semence locale, avec une bonne maîtrise de l'économie d'irrigation.

Auparavant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a inauguré le siège de l'unité de la Coopérative des céréales et légumes secs (Ccls) à El-Menea avant de visiter un périmètre agricole au lieu-dit «Oued El-Hadjra El-Beida» et une ferme de produits locaux dénommée «Kheirat Bladi» à Hassi-Lefhal.

Le ministre de l'Agriculture a présidé en fin après-midi à Ghardaïa une rencontre avec les professionnels et partenaires du secteur des dix wilayas du Sud.

R. N.

Une grande perte pour la musique universelle

# Décès du compositeur libanais Elias Rahbani

■ L'auteur, compositeur et producteur libanais Elias Rahbani n'est plus. Cet artiste, qui a laissé derrière lui un répertoire musical riche et varié, est décédé lundi soir à l'âge de 83 ans. Des sources proches de la famille du défunt ont annoncé que l'artiste a succombé au nouveau coronavirus Covid-19 quelques jours après son hospitalisation. Des artistes des quatre coins du monde ont envoyé sur les réseaux sociaux des messages de condoléances à la famille artistique et à sa petite famille.

Par Abla Selles

Le monde de la musique vient de perdre un de ses grands noms, à savoir l'auteur, compositeur et producteur libanais Elias Rahbani. Décédé lundi soir à l'âge de 83 ans, l'artiste a succombé au nouveau coronavirus Covid-19 quelques jours après son hospitalisation, selon des sources proches.

Sur les réseaux sociaux, des artistes de tous les pays du monde à l'image de la chanteuse Carol Samaha, Elissa, Assala Nasri et beaucoup d'autres, ont déploré la mort de Elias Rahbani tout en présentant leurs con-

féances à la famille artistique et sa petite famille.

Né en 1938 au gouvernorat du Mont-Liban, l'artiste, également pianiste et chef d'orchestre, au génie prolifique et à la créativité abondante, comptait à son actif quelque 6 500 œuvres.

Des chansons, des opérettes, des génériques d'émissions radiophoniques, des musiques de téléfilms, des hymnes divers (plusieurs francophones, un hymne pour le Congrès américain et 150 hymnes – certains pour des partis – libanais) ainsi que plus de 3 500 jingles publicitaires, un domaine dans lequel il a été pionnier au Moyen-Orient, sont signés Elias Rahbani.

Parmi ses œuvres à succès, «*Ya tayr el Worwar*», chantée par Fairouz, «*Ho Capito que Ti Amo*», devenue le label des fêtes beyrouthines, «*Mory Mory*» de Samy Clark, «*Am behlamak ya helm ya loubnan*» de Majida el-Roumi (sur les paroles de Saïd Akl), «*Baddé 3ich*» de Haïfa, ainsi que «*Allô Hayété, Habibati*» et «*Diala*», au ton familier et nostalgique, renvoyant à une époque du passé.

Régulièrement sollicité par des artistes de renom, à l'instar de Fairouz, Sabah, Wadih Al-Safi, Melhem Barakat, Nasri Shamseddine et Majida El



PH/D. R.

Roumi, Elias Rahbani a, en toute discrétion, marqué de son empreinte le paysage musical libanais et celui du monde arabe des années 1960 à 1990.

Distingué à différentes occasions dans plusieurs pays, à l'instar de la Grande-Bretagne, la Grèce, la Bulgarie et le Brésil, Elias Rahbani avait également

produit et écrit plusieurs pièces de théâtre, dont «*Wadi Shamsayn*», «*Safra Al Ahlam*» et «*Ila*».

A. S.

## Du 9 au 11 janvier à la BN Conférence nationale sur l'œuvre de Benhadouga

LE MINISTÈRE de la Culture et des Arts organise du 9 au 11 janvier à la Bibliothèque nationale (BN) d'El Hamma (Alger) une Conférence nationale sur l'œuvre de Abdelhamid Benhadouga, intitulée «Le roman algérien... de la création à la consécration». Plusieurs intervenants et chercheurs spécialisés dans l'œuvre de Benhadouga devront prendre part aux travaux de cette Conférence nationale, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Né à Mansoura, dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste, est l'auteur de «*Rih El Djanoub*» (Vent du Sud), premier grand roman algérien écrit en langue arabe en 1971 et adapté au grand écran par Mohamed Slim Riad en 1975.

Abdelhamid Benhadouga est l'un des romanciers algériens les plus célèbres possédant à son actif plusieurs ouvrages, notamment le célèbre «*Vent du Sud*», traduit dans une vingtaine de langues, en plus d'autres romans tels que «*Ban Essobh*» et «*Djazia et les Derviches*».

R. C.

## Théâtre régional de Constantine Présentation de la pièce de théâtre «El Bir»

La générale de la pièce théâtrale «*El Bir*» (Le puits), produite par l'association «*Oudjough El masrah*» de Blida, a été présentée lundi au théâtre régional de Constantine, TRC Mohamed-Tahar-Fergani, en l'absence du public, à l'exception de quelques artistes et journalistes en raison de l'épidémie de Covid-19.

Mise en scène par Leïla Benatiya, d'après un texte théâtral du dramaturge, prosateur et poète irlandais John Millington Synge (1871-1909), «*The well of saints*», adapté par Amirouche Rebat, la pièce est centrée sur

un vieux couple non-voyant qui rêve d'un lendemain meilleur et conçoit, dans leur monde intérieur, la vie en rose et les gens pleins de bonté, de générosité et d'entraide.

Ce couple rencontre un guérisseur qui leur propose l'eau miraculeuse du puits pour recouvrer la vue. Le miracle arriva et le couple retrouve la vue et découvre la brutalité et l'implacabilité des hommes.

Décus par la vie qu'il pensait meilleure, le couple redevient aveugle, refuse un nouveau miracle et préfère la cécité qui leur fait retrouver leur monde

intérieur, tellement meilleur.

Les rôles de cette œuvre théâtrale d'une heure et demie ont été campés par Mohamed Berik Chaouche, Leïla Benatiya, Amirouche Rebat, Fatima Messaoui et Faycal Hemaili, sur une scénographie de Mohamed Berik Chaouche.

Selon le directeur du TRC Constantine, Ahmed Mireche, la générale de la pièce «*Le puits*» consolide «*la relance de l'activité théâtrale à Constantine après une pause imposée par les répercussions du coronavirus*».

Il a également relevé que le

présentation de la générale de la pièce théâtrale «*El Bir*» s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de la Culture et des Arts visant l'accompagnement des associations et des coopératives culturelles, bénéficiaires du Fonds national pour le développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques et de la promotion des arts et des lettres.

Le théâtre Mohamed-Tahar-Fergani avait relancé ses activités en présentant, en décembre dernier, la production et la présentation de la générale de la pièce théâtrale «*Maquillage*».

L. B.

## Site historique d'El Mechouar à Tlemcen

### Plantation de plus de 300 plants et arbustes décoratifs

Plus de trois cents plants et arbustes décoratifs ont été mis en terre lundi sur le site historique d'El Mechouar, dans une première opération visant l'embellissement de ce lieu touristique riche en histoire.

Cette action, la première durant la nouvelle année 2021, a pour objectif d'embellir ce site qui abrite un palais et un musée du costume traditionnel devenu, depuis leur inauguration en 2011, une véritable destination touristique pour bon nombre d'Algériens et d'étrangers, et de montrer l'importance que le secteur de la Culture

accorde à la préservation de la nature, a indiqué Samira Embouazza, responsable au site d'El Mechouar. La wilaya de Tlemcen a enregistré de nombreux incendies l'été dernier et les cadres du secteur de la Culture ont tenu à marquer le début de cette nouvelle année par cette opération écologique qui exprime le soutien et l'attachement du secteur culturel à son environnement et à la nature, a souligné M. Embouazza. Cette opération, à laquelle ont pris part de nombreuses associations culturelles locales, des cadres du secteur de la Culture, de la Conservation

des forêts et des hommes de la culture, a vu également la participation active d'étudiants algériens et africains de l'université «*Abou-Bekr-Belkaid*». Wolou et Farida, deux étudiants originaires du Kenya et du Togo, se sont déclarés «*très ravis*» de participer à cette initiative qui permet d'embellir le site et de contribuer à la protection de l'environnement, qualifiant leur participation de «*devoir et honneur*» puisque tous deux sont dans la protection de l'environnement, ont-ils fait savoir à l'APS. Pour rappel, le Centre d'interprétation du costume traditionnel versé dans la préservation

du patrimoine matériel et immatériel a clôturé l'année 2020 par l'organisation d'une cérémonie, où une pléiade d'artistes, chanteurs, auteurs, poètes, plasticiens, photographes ont été honorés.

Cette cérémonie a vu la présence du célèbre chanteur cheb Anouar, du maestro Khalil Baba Ahmed, du poète distingué Baghdad Sayah, de l'homme de théâtre Kalache Azzeddine, du photographe Ougouti Moulay Ahmed et d'autres artistes qui ont unanimement loué cette initiative.

M. K.



## Attentats de Bruxelles

# 10 inculpés dont Salah Abdeslam renvoyés aux assises

■ Le Français Salah Abdeslam et neuf autres inculpés du dossier des attentats jihadistes de 2016 à Bruxelles ont été renvoyés hier devant une cour d'assises, près de cinq ans après cette double attaque suicide qui avait fait 32 morts, a annoncé la justice belge.

Par Mourad M.

Dans une ordonnance rendue à huis clos, la chambre du conseil du tribunal de Bruxelles est allée au-delà des réquisitions du parquet fédéral, qui réclamait la comparution aux assises de huit suspects (dont Abdeslam, seul membre encore en vie des commandos du 13-Novembre), et non dix. Par ailleurs, trois des 13 inculpés de ce dossier ténébreux bénéficient d'un non-lieu, faute de charges suffisantes, a confirmé un porte-parole du parquet fédéral, Eric Van Duyse, qui a refusé de préciser les identités. Le procès ne devrait pas se tenir avant

le second semestre 2022 à Bruxelles. La décision de la chambre du conseil est susceptible d'appel. Et concernant les suspects renvoyés aux assises, un ultime feu vert devra être donné par une autre juridiction, la chambre des mises en accusation. Le 22 mars 2016 au matin, une double attaque suicide à l'explosif, à l'aéroport puis dans une rame du métro de Bruxelles, avait fait 32 morts et plus de 340 blessés. Perpétrée par la même cellule jihadiste franco-belge à l'origine des attentats parisiens du 13 novembre 2015 (130 morts), elle avait été revendiquée par l'organisation Etat islamique. Après quatre ans d'enquête, trei-

ze inculpations ont été prononcées par les juges d'instruction, dont celle de Salah Abdeslam, convoyeur présumé de plusieurs membres de la cellule des attentats ayant frappé Paris et la ville limitrophe de Saint-Denis. Le jihadiste de 31 ans, actuellement détenu en France, a été inculpé notamment d'«*assassinats dans un contexte terroriste*» et risque la prison à vie. Parmi les neuf autres suspects renvoyés aux assises devant un jury populaire, Oussama Atar, soupçonné d'avoir planifié les attentats, probablement mort en Syrie, pourrait être jugé en son absence, comme dans la procédure 13-Novembre où son nom figure aussi en première place. Sont également passibles de la prison à vie Mohamed Abrini, «*l'homme au chapeau*» qui a renoncé à se faire exploser à l'aéroport, et Osama Krayem, qui, lui, a rebroussé chemin après avoir accompagné le kamikaze du métro. Aucun d'eux n'était présent en décembre lors des trois jours d'audience devant la chambre du conseil qui ont permis aux avocats des suspects comme des parties civiles d'émettre un dernier avis. Les demandes du parquet n'avaient pas été globalement pas été contestées par les avocats. Parmi les 13 inculpés, des hommes âgés de 27 à 42 ans, le parquet fédéral souhaitait que trois puis-



PH. A. D. R.

sent bénéficier d'un non-lieu et que deux autres soient jugés devant un tribunal correctionnel pour répondre uniquement du chef de «*participation aux activités d'un groupe terroriste*». Il n'a été que partiellement suivi. La chambre du conseil a estimé que les frères Smail et Ibrahim Farisi, soupçonnés d'avoir apporté une aide logistique aux kamikazes, devait être jugés aux assises et non en correctionnelle, a indiqué une source judiciaire. Ce procès de la pire attaque survenue sur le sol belge depuis la guerre 1939-45 ne devrait pas se tenir avant 18 mois. La France doit d'abord mener celui

des attentats du 13 novembre, prévu à Paris du 8 septembre 2021 à fin mars 2022. L'ancien siège bruxellois de l'Otan, un grand espace ultra-sécurisé, a été réaménagé pour héberger le millier de personnes concernées par ce procès hors normes. Pour Abdeslam, le procès à venir sera son deuxième en Belgique. Ce Français d'origine marocaine, qui a grandi dans la commune bruxelloise de Molenbeek, a été condamné en 2018 à 20 ans de prison pour avoir tiré sur des policiers, trois jours avant son interpellation le 18 mars 2016 dans la capitale belge. M. M.



## Commentaire

Débâcle

Par Fouzia Mahmoudi

La débâcle des vaccins en France est une occasion en or pour les opposants d'Emmanuel Macron de critiquer l'action présidentielle et d'égratigner un probable futur adversaire de la course à l'Élysée de 2022. Le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand (ex-Les Républicains), a ainsi estimé, sans surprise, qu'Emmanuel Macron avait commis «*une faute gravissime*» avec sa stratégie de vaccination qui «*nous conduit inévitablement à l'échec*», dans une interview au «*Parisien*», publiée lundi soir. «*Il devra s'en expliquer devant les Français*», a affirmé le probable candidat de la droite à la prochaine présidentielle. Car «*un échec, cela signifie que nous, Français, ne serons pas protégés contre le Covid, avec une vie économique et sociale qui ne reprend pas ses droits et un déclin insupportable*», a-t-il ajouté. Estimant que la vaccination doit être «*la priorité nationale*» avec «*une campagne de promotion grand public*», Xavier Bertrand a appelé l'exécutif à «*faire toute la transparence*» sur le nombre de vaccins disponibles. «*Nous ne pouvons pas revivre le même mensonge officiel que sur les masques, ce fiasco où la doctrine a été guidée par la pénurie*», a-t-il affirmé. Pour accélérer le rythme, il a évoqué «*un consentement oral et non écrit à la vaccination*», ou encore l'idée de confier la logistique à «*des logisticiens privés qui savent faire, un service de santé des armées*». Mais «*tout cela ne peut fonctionner qu'avec une profonde décentralisation et en travaillant avec les élus locaux*», a-t-il ajouté, se disant lui-même prêt à ouvrir des centres de vaccination «*dans nos espaces publics ou les lycées*». «*Il faut aussi, bien sûr, acheter des doses en plus de celles commandées par l'Europe*», a-t-il estimé, quitte à payer le vaccin plus cher : «*La santé humaine n'a pas de prix*», a affirmé Xavier Bertrand, qui aimerait «*être sûr qu'on n'a pas mérogé sur les prix, ce qui expliquerait pourquoi nous ne sommes pas prioritaires pour les livraisons*». Plaidant lui aussi pour changer «*totalelement l'approche*», le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a appelé à «*tous nous engager en faveur de la vaccination, avec une volonté politique de tous les élus, du président au maire de la plus petite commune*». Fustigeant le «*pilotage ultracentralisé*» de la stratégie vaccinale, il a vanté, auprès du «*Figaro*», «*le modèle allemand d'une collaboration entre l'État et les régions*». «*Il faut confier aux régions et aux collectivités locales l'organisation des modalités logistiques de la campagne de vaccination de façon décentralisée*», a martelé Laurent Wauquiez, dont le nom est aussi parfois évoqué pour 2022. Toutefois, si les chances, quoique tout peut arriver comme on l'a vu en 2017, de Wauquiez soient limitées pour 2022, la stratégie de critique d'Emmanuel Macron et de ses décisions depuis le début de la crise sanitaire font l'unanimité. Xavier Bertrand, dont les chances sont déjà beaucoup plus élevées de se retrouver au rendez-vous de la prochaine élection présidentielle semble également décidé à ne rien lâcher et à mettre en avant toutes les erreurs faites par le gouvernement, imputables à Emmanuel Macron, pour disqualifier le président. Reste à voir si cette méthode portera ses fruits et permettra aux adversaires du chef de l'État français de gagner des points auprès des électeurs encore incertains et qui pourraient faire basculer les résultats du scrutin présidentiel qui se tiendra dans un peu moins de dix-huit mois. F. M.

## Iran

### Téhéran a repris la production d'uranium enrichi à 20 %

L'Iran a repris l'enrichissement de l'uranium à hauteur de 20 % et annonce que sa production est désormais «*stable*» depuis les premières heures d'hier, dans ce qui constitue le plus spectaculaire de ses désengagements en matière nucléaire. L'Iran avait annoncé lundi avoir enclenché le processus destiné à produire de l'uranium enrichi à 20 % dans son usine souterraine de Fordo, à 180 km au sud de Téhéran. Cette décision va à l'encontre des engagements pris, par la République islamique devant la communauté internationale, dans l'accord sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015. Les cascades de centrifugeuses mises en route pour augmenter la teneur de l'uranium en isotope 235 sont rapidement montées en puissance. «*A environ 7 heures du soir (15h30 GMT lundi), nous avons atteint 20 %*», a déclaré le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Behrouz Kamalvandi, dans un entretien diffusé peu avant minuit par la télévision d'État. A partir du milieu de la nuit, a ajouté M. Kamalvandi, la

production d'uranium enrichi à 20 % «*devrait devenir totalement stable, ce qui veut dire que nous injectons à l'entrée [des cascades de centrifugeuses de l'uranium enrichi à 4 %] et que nous obtenons 20 % à la sortie*». Le porte-parole a par ailleurs indiqué que l'OIEA mettait en œuvre une loi récente votée par le Parlement, enjoignant le gouvernement à reprendre immédiatement la production d'uranium enrichi à hauteur de 20 % de façon à en produire 120 kg par an. Le gouvernement du Président Hassan Rohani, qui fait figure de modéré, s'était opposé à cette loi, mais avait dit qu'il n'aurait d'autre choix que de l'appliquer si elle devait entrer en vigueur. Devant le refus de M. Rohani de la promulguer, Mohammad-Bagher Ghalibaf, le président du Parlement (tenu depuis février par les conservateurs), s'est saisi rapidement du texte de loi et l'a publié au *Journal officiel*, comme le permet la législation iranienne. Le gouvernement estime que la loi va à l'encontre des efforts diplomatiques destinés à obtenir la levée des sanctions améri-

caines contre l'Iran à la faveur de la prochaine arrivée à la Maison-Blanche de Joe Biden. Celui-ci a signalé son intention de revenir sur la politique de «*pression maximale*» contre l'Iran menée par le président sortant Donald Trump, qui a retiré son pays de l'accord de Vienne en mai 2018, réimposant de lourdes sanctions contre la République islamique. En riposte, l'Iran s'est affranchi, à partir de mai 2019, de la plupart de ses engagements-clés pris à Vienne. Mais la République islamique affirme que ces mesures prises à rebours de ses engagements sont réversibles, et qu'elles sont prises dans le cadre de dispositions prévues par l'accord de Vienne en cas de manquement des autres parties à leurs engagements. «*Nos actions correctives ont été prises conformément à l'article 36 de l'accord, après des années de non-respect du pacte par ses participants. Nos mesures restent réversibles si toutes les parties à l'accord s'y conforment à nouveau*», a fait valoir lundi Mohammad Javad Zarif, le chef de la diplomatie iranienne.





Damac FC (A Saoudite)

### L'entraîneur Nouredine Zekri limogé

LE TECHNICIEN algérien de Damac FC (Div.1 saoudienne de football), Nouredine Zekri, a été limogé de son poste d'entraîneur, trois jours après la défaite concédée vendredi à domicile face à Al-Fateh FC (1-2), dans le cadre de la 11<sup>e</sup> journée de championnat, a annoncé, lundi, le club sur son compte Twitter. Une défaite qui maintient Damac FC à la position de lanterne rouge avec 8 points seulement décrochés en onze rencontres. L'ancien entraîneur du MC Alger et de l'ES Sétif (56 ans) avait succédé en octobre 2019 au Tunisien Nabil Kouki, dont le contrat a été résilié à l'amiable. Le technicien tuni-

sien avait rejoint ensuite le banc de l'ES Sétif. Zekri avait prolongé son contrat en septembre dernier pour deux saisons supplémentaires. Damac FC, où évoluent trois joueurs algériens (le gardien de but Mustapha Zeghba, le milieu offensif Brahim Chenihi et le défenseur Farouk Chafai), a assuré son maintien lors de la dernière journée de championnat du précédent exercice. Pour rappel, Zekri avait dirigé auparavant deux clubs saoudiens : Al-Raed et Al-Faiha. Avec ce dernier, il avait assuré le maintien alors qu'il était sérieusement menacé par le spectre de la relégation.

Ligue 2

### L'IRB El Kerma en stage de préparation à Oran

L'IRB EL KERMA, nouveau pensionnaire de la ligue 2 de football, effectuera prochainement un stage de préparation de 10 jours à Oran en prévision du début du championnat prévu le 12 février, a-t-on appris, lundi, auprès du nouveau président du club, Adel Kredda. Cette dernière phase de préparation d'intersaison sera consacrée au volet technico-tactique et à des matchs amicaux. L'entraîneur Sefraoui accorde beaucoup d'importance à cette dernière étape de la préparation pour améliorer la cohésion et mettre en place son projet de jeu. Le staff technique a programmé, durant les dix jours du stage, 3 matchs amicaux face à des équipes locales de la wilaya d'Oran de la division amateur, à savoir le MB Sidi Chahmi, le SCM Oran et la JS Emir Abdelkader. Se déclarant

satisfait jusque-là du bon rendement de la préparation, le coach a souligné que «les joueurs ont bien travaillé et nous comptons mettre à profit ce stage bloqué dans la capitale de l'Ouest pour peaufiner cette préparation qui sera consacrée à la cohésion et l'esprit de groupe. Le plus important pour moi, c'est d'être prêt le jour du déplacement à Ain Oussera». «Lors des matchs de préparation (2 ou 3), chaque joueur aura sa chance en disputant 45 minutes, ce qui me permettra de mieux jauger les capacités de chacun et opérer les réglages nécessaires», a-t-il fait savoir. Quant au nouveau président de l'Ithihad, récemment élu, il s'est montré réaliste, estimant qu'il est prématuré de fixer un quelconque objectif quand beaucoup de travail attend les joueurs.

Election de la CAF

### Le Sénégalais Augustin Senghor confiant

LE PRÉSIDENT de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Augustin Senghor, s'est dit, dimanche, «très confiant» dans la validation de sa candidature à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF).

«Je suis très confiant», a répondu Augustin Senghor à radio RFM à une question sur l'acceptation de sa candidature par les Commissions compétentes, le 12 janvier.

En plus de M<sup>r</sup> Augustin Senghor, trois autres personnalités africaines ont annoncé leur candidature, le président de la Fédération mauritanienne de football, Ahmad Yahya, celui des Mamelodi Sundowns, Patrice Motsepe et l'ancien président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Jacques Anouma. Parlant de sa candidature, Senghor soutient qu'elle vient à son heure, soulignant

avoir tout connu au niveau de la FIFA et surtout à la Confédération africaine de football (CAF) dont il est membre du Comité exécutif depuis janvier 2018.

«Et les gens peuvent témoigner des progrès que nous avons aussi faits à la tête du football», a-t-il dit, indiquant que la CAF qui est à la croisée des chemins, a besoin d'un homme d'expérience à sa tête. «Et aussi, j'ai noué des relations de confiance avec des présidents de fédérations qui m'apprécient bien», a-t-il ajouté, assurant être prêt à relever le défi.

A l'image des grandes instances comme la FIFA, la crise à la CAF peut permettre d'aller de l'avant, selon le président de la FSF, estimant qu'«on ne peut plus faire l'économie d'un certain nombre de réformes et de rénovations dans le sens des textes, des statuts et du management».

Mondial-2021 de handball

### La paire algérienne Belkhiri-Hamidi retenue

LA PAIRE arbitrale algérienne de handball, Youcef Belkhiri-Sid Ali Hamidi, figure parmi les 19 binômes retenus pour officier au Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), a indiqué, lundi, la Fédération internationale de la discipline (IHF). Outre la paire algérienne, le continent africain sera représenté par deux autres paires, les Egyptiens

Alaa Emam et Hossam Hedaia, et les Tunisiens Samir Krichen et Samir Makhlouf. Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les handballeurs algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

Ligue des champions d'Afrique/ES Sfax-MC Alger cet après-midi au stade Tayeb-Mhiri

## Le «Doyen» pour confirmer et passer

Le Mouloudia d'Alger sera, cet après-midi, au rendez-vous avec le match retour qui l'opposera à la formation du CS Sfax au stade Tayeb-Mhiri de Sfax, pour le compte du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique.



Les Mouloudéens décidés à confirmer et revenir avec un autre succès

Par Mahfoud M.

Après avoir remporté la première manche sur le score de 2 à 0 au stade du 5-Juillet d'Alger, le doyen des clubs algériens s'attellera à confirmer ce score et le préserver pour arracher son billet de qualification au prochain tour. Les Vert et Rouge, qui savent ce qui les attend lors de cette confrontation difficile et ce derby maghrébin très relevé, sont décidés à se donner à fond et faire leur possible pour réaliser une belle opération. Le coach, Nabil Neghiz, a sa petite idée sur la manière de contrer cette formation, sachant qu'il faudra faire le nécessaire pour ramener un bon résultat pour passer ce tour et aller le plus loin possible. Pour ce qui est de l'effectif, il devrait bénéficier du retour de Rebiaï, qui était blessé, alors que le meneur de jeu, Djabou, sera absent en raison de sa contamination au Covid-19.

Neghiz tentera de trouver la solution pour pallier cette absence, et surtout comptera sur la vivacité de son buteur Samy Frioui pour débloquer la situation et surprendre les Tunisiens. Toutefois, il faudra se dire que ce ne sera pas facile face à cette formation du CS Sfax qui mettra toute sa force dans la bataille et fera tout pour au moins égaliser en inscrivant deux buts afin de passer aux tirs au but et avoir une seconde chance. L'essentiel pour les Algérois est de faire très attention et ne pas laisser trop d'espaces que les Tunisiens pourraient ensuite exploiter.

### Gor Mahya-CRB : une formalité pour le Chabab

Pour ce qui est de l'autre match dans ce tour qui concerne un club algérien, à savoir Gor Mahya (Kenya)-CR Belouizdad, et sous réserve qu'il se tienne et ne soit pas annulé, il devrait

logiquement être en faveur des gars de Laâkiba qui ont démontré au match aller qu'ils étaient plus forts en l'emportant sur le score sans appel de (6/0).

La qualification devrait être donc une formalité pour le Chabab qui reste déterminé à jouer la phase des poules cette année, après avoir raté le coche la saison passée lors de sa participation manquée à la Coupe de la CAF. Les Rouge et Blanc qui carburent en plein régime cette saison en championnat devraient pouvoir surprendre les Kenyans même chez eux, d'autant plus que cette équipe vit d'importants problèmes qui ont conduit ses joueurs à déclencher une grève pour réclamer leur dû qu'ils n'ont pas touché jusqu'à maintenant. Il est à se demander, d'ailleurs, si le match se jouera étant donné que les joueurs de Gor Mahya sont décidés à aller jusqu'au bout et ne veulent plus se faire berner par leurs dirigeants.

M. M.

MC Oran

### Deux derniers obstacles à franchir pour obtenir la licence Pro

LA DIRECTION du MC Oran bute sur deux derniers obstacles pour se faire délivrer la licence du club professionnel par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) à

quelques jours de l'expiration des délais fixés, a-t-on appris, lundi, auprès du président de cette formation de Ligue 1 de football. «Nous avons réussi à préparer toutes les pièces exigées par la DCGF au nombre de 17, excepté deux documents, à savoir le procès-verbal d'installation du comité des supporters et le bilan financier de l'exercice 2019», a indiqué Tayeb Mahiaoui. Concernant le premier document, le président oranais a déploré les difficultés rencontrées pour la création d'un comité de supporters, en raison des «divergences prévalant au

sein de la galerie des Hamraoui, rendant compliquée la mission de mettre en place un comité représentatif des fans». S'agissant du second document non encore disponible, Tayeb Mahiaoui, qui préside le conseil d'administration de la Société sportive pas actions (SSPA) du club depuis août dernier, a annoncé la tenue, «au courant de cette semaine», d'une réunion du conseil d'administration pour l'adoption du bilan financier de l'exercice 2019 au cours duquel Ahmed Belhadj et Si Tahar Cherif El Ouezzani ont défilé à la tête du club.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

## Agression sur une conduite principale de distribution de gaz naturel

LA CONDUITE principale de distribution de gaz naturel de la cité des «Amandiers», située à l'ouest de la ville d'Oran, a fait l'objet, hier avant l'aube, d'une agression causant la coupure d'alimentation en cette source vitale pour environ 2 000 abonnés, a-t-on appris du directeur de distribution de l'électricité et du gaz du centre d'Oran, Ahmed Tebbache. L'agression a eu lieu hier aux environs de 2h15, à cause des travaux de forage au niveau du réseau de fibre optique effectués par la société

de téléphonie mobile «Djezzy». Suite à cet incident, une équipe technique de la société Sonelgaz s'est empressée de suspendre sept canalisations sur le réseau de distribution de la zone «pour éviter tout danger probable» et lancer les travaux de réparation.

La conduite principale du réseau de distribution de gaz naturel a été réparée ce matin, permettant ainsi la reprise de l'approvisionnement, a-t-on rassuré.

O. N.

SCHB de Constantine

## Production en 2020 de plus de 825 000 tonnes de ciment

Plus de 825 000 tonnes de ciment ont été produites en 2020 par la Société des ciments de Hamma Bouziane (SCHB) de Constantine, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), a indiqué, hier, le président-directeur général (P-dg) de la SCHB, Mustapha Kebbouss.

«L'année 2020 a été difficile compte tenu des multiples contraintes engendrées par une situation sanitaire particulière due à la propagation du coronavirus, néanmoins la production de la SCHB a atteint plus de 825 000 tonnes de ciment sur une capacité installée de 1 million de tonnes de ciment», a expliqué le responsable à l'APS.

Il a, dans ce sens, ajouté que la conjoncture sanitaire et la fermeture des frontières ont influé sur le plan d'action de la cimenterie Hamma Bouziane, qui s'appropriait à changer le bandage, pièce maîtresse du four considéré comme «l'organe noble de la ligne de production».

Et de détailler que l'opération, lancée avec le concours d'experts étrangers, a été interrompue après le rapatriement des superviseurs étrangers au lendemain de l'apparition du coronavirus. «La SCHB a œuvré non sans peine à assurer la production de

ciment», a déclaré le P-dg de la SCHB, précisant que les ingénieurs de la cimenterie et de la Société de maintenance de l'EST SME ont fait de leur mieux pour entretenir la chaîne de production et réparer les pièces défectueuses.

A ce titre, M. Kebbouss a indiqué que la SCHB, qui avait bénéficié il y a 4 ans d'une opération de maintenance de ses installations, nécessite de «grandes opérations de mise à niveau pour permettre le maintien de ses capacités et optimiser davantage son potentiel de production». Le responsable a mis en avant «les prouesses» réalisées par la cimenterie en matière de diversification de la production avec la production de ciment résistant aux sulfates (CRS) et le ciment HTS (haute teneur sulfate), dont les premiers essais étaient «concluants».

Par ailleurs, le P-DG de la SCHB a annoncé que la cimenterie, en collaboration avec la Société des ciments de Aïn El Kebira (SCAEC) de Sétif, s'approprie à organiser une opération d'exportation de 50 000 tonnes de ciment (35 000 tonnes produit de la SCHB) vers l'Afrique de l'Ouest.

Kamel L.

Sétif

## Saisie de 90 000 DA en fausse monnaie

LES SERVICES de la sûreté de daïra d'Aïn Kebira, relevant de la sûreté de wilaya de Sétif, ont saisi 90 000 DA en faux billets de 1 000 DA et 2 000 DA et arrêté un individu spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale, a-t-on appris, lundi, du responsable de la cellule de communication et des relations publiques auprès de ce corps de sécurité, le commissaire de police Abdelouahab Aissani.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité a permis également la saisie de 110 000 DA qui pourraient être les revenus de la vente

des faux billets de banque, a-t-il précisé.

Agissant sur la base de renseignements dénonçant un inconnu qui fait écouler sur le marché de faux billets de banque, les policiers ont aussitôt lancé les recherches et les investigations et sont parvenus à identifier l'individu recherché et connaître les endroits qu'il fréquente, a ajouté le commissaire de police Aissani qui a indiqué que le mis en cause a été arrêté en flagrant délit en possession de billets de banque qui paraissaient faux à première vue.

Poursuivant l'investigation et en s'appuyant sur les résultats de l'expertise, les

policiers ont confirmé que la somme de 90 000 DA en billets de banque de la catégorie 1 000 DA et 2 000 DA portaient la même série de numérotation falsifiée, alors que les 110 000 DA constituant les revenus de cette activité illégale étaient conformes, a révélé la même source, précisant qu'une enquête approfondie a été ouverte dans cette affaire.

Après l'achèvement de toutes les procédures légales, un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de la personne suspecte qui a été présentée devant les instances judiciaires concernées, a-t-on conclu.

Maya B.

## Trump ne lâche pas



Loumis

Djalou@hotmail.com

Lutte contre la toxicomanie

## La méthadone désormais dispensée en Algérie

Le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, P' Ismail Mesbah, a annoncé, hier, le lancement, en Algérie, de la dispensation de la méthadone, destinée à lutter contre la toxicomanie, à travers une expérience-pilote.

Par Meriem B.

M. Mesbah a relevé, à cette occasion, que ce traitement contribuera à «l'insertion sociale» des sujets souffrant d'addiction.

«Je me réjouis du lancement de la dispensation de la méthadone en Algérie. C'est une réalité intangible, car accompagnée d'une volonté politique indiscutable et soutenue par l'engagement des professionnels de la santé et de la société civile», a déclaré le ministre délégué, lors d'une cérémonie de lancement du produit thérapeutique, organisée au siège du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

La dispensation de la méthadone s'effectuera, dans un premier temps, au niveau du service de lutte contre la toxicomanie, relevant de l'Etablissement hos-

pitalier spécialisé (EHS) Frantz-Fanon de Blida, avant d'être étendue à l'échelle nationale et ce, après «évaluation» de l'expérience à mi-parcours, soit dans six mois, a expliqué le même responsable, préconisant ainsi une «démarche prudentielle» de l'usage de ce produit.

Aussi, il s'est engagé à «veiller à l'accès à la méthadone avec une extrême vigilance», ainsi qu'à en assurer «la disponibilité régulière, continue et en quantité suffisante» et ce, a-t-il précisé, à travers l'implication de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

Tout en relevant les «effets dévastateurs» de la toxicomanie sur les jeunes, il a qualifié la méthadone de «moyen irremplaçable» à même de venir en aide à ceux souffrant d'addiction et à leur assurer une «réinsertion sociale, en même temps qu'il les protégera, ainsi que le reste de la

société, contre l'usage des drogues injectables».

«La maîtrise de la dépendance pour les usagers contribuera, sans nul doute, à fédérer la société civile, les pouvoirs publics, ainsi que tous les partenaires à atteindre les objectifs en matière de lutte contre la toxicomanie et qui s'appuient sur les réalisations déjà engagées», a poursuivi le ministre délégué, avant de rappeler l'existence d'un bon nombre de centres intermédiaires de soins en addictologie, à travers le territoire national.

Tout en précisant que l'aboutissement à cette dispensation est le fruit d'une «longue et complexe procédure», le sous-directeur de la Promotion de la santé mentale au ministère de la Santé, P' Mohamed Chakali, a tenu à mettre en garde contre la menace des opioïdes.

Considérant les caractéristiques de la Méthadone, il a, par ailleurs, plaidé pour «le respect de la législation en matière de prescription» de ce médicament, avant d'insister sur la formation du «personnel qualifié» afin d'en doter les centres dédiés à la lutte contre la toxicomanie.

Allant dans ce sens, le chef de service spécialisé de l'EHS de Blida, P' Nadir Bourbon, a fait savoir que 50 % des patients pris en charge par cette structure sont issus, outre de Blida, d'Alger et de Médéa, alors que 33 % de l'ensemble des malades de l'Etablissement s'y rendent pour des soucis d'addiction.

M. B.